



De l'expérience au service de vos projets



PRÉSENTATION & RÉFÉRENCES

Jacques PARENT, Consultant & gérant de la société. Siège social : 10 rue des Lilas 59660 Merville
Tél : 06 79 82 75 74 - Mail : ineditconseil@gmail.com - Site : www.ineditconseil.com

La présentation de la société Inédit Conseil

Inédit Conseil est une EURL créée en 2002 par Jacques Parent. Gérant de la société, ce dernier exerce aussi une fonction de consultant en s'appuyant sur ses différents engagements :

- **Une expérience associative** de militant de l'éducation populaire : durant 25 ans, il a été à Merville Président d'un ensemblier comprenant un Centre Social, un ACI, une ETTI, une AI, un club Cigales, un magasin de commerce équitable Artisans du Monde Cœur de Flandre.
- **Des expériences professionnelles** d'acteur du développement local : il a été pendant une dizaine d'années chargé de mission "Nouveaux Services - Nouveaux Emplois" et chargé de mission "Insertion par l'Activité Économique" au sein d'une fédération d'éducation populaire.
- **Une expérience d'élu local** : Conseiller général du Nord en charge de l'économie sociale et solidaire de 2008 à 2015, Maire de Merville et Vice-président de la Communauté de Communes Flandre Lys délégué à l'environnement et au développement durable de 2008 à 2014.

Inédit Conseil travaille en réseau et peut apporter un regard différent. La société accompagne des projets d'économie sociale et solidaire relevant de la transition écologique.

Contenu des accompagnements

- Aider les acteurs locaux à conduire leur projet d'économie sociale et solidaire, de la conception à la réalisation, en utilisant une méthode de travail permettant d'identifier les enjeux, d'évaluer les ressources humaines, de formuler les points forts et les points faibles, de structurer le projet...
- Aider les acteurs dans l'évaluation de leur projet et des résultats obtenus : mettre en avant les faiblesses ou les dysfonctionnements du projet, observer les écarts entre les objectifs et les résultats, les analyser et en déceler les causes pour améliorer la situation ou reformuler le projet.
- Aider les structures de l'économie sociale et solidaire à obtenir des appuis et des aides auprès des intercommunalités, des fondations, des collectivités territoriales...
- Aider les porteurs de projets à se doter d'outils de communication permettant de mieux faire connaître leurs "produits" et/ou de valoriser leurs actions auprès des partenaires institutionnels : plaquettes, vidéo, web, publi-reportage presse...

Domaines d'intervention (liste non exhaustive)

- Alimentation durable : jardins partagés, maraîchage bio, transformation...
- Consommation responsable : circuits courts, zéro déchet, anti-gaspi, repair-café...
- Mobilité sociale (savoir bouger et pouvoir bouger) : garage solidaire, services location, plateforme de mobilité...
- Environnement : éducation & sensibilisation, corridors biologiques, éco-pâturage...
- Action sociale : centres sociaux, espaces de vie sociale, ateliers de transition écologique et citoyenne...
- Insertion par l'activité économique : étude d'opportunité, agréments, Fonds de Développement de l'Inclusion...
- Tiers-lieux : facilitation pour faire émerger cette nouvelle forme d'entreprenariat...

Parallèlement à cet accompagnement de porteurs de projet, la société propose aux collectivités l'élaboration d'un programme d'actions en faveur de la transition écologique et solidaire.

La société Inédit Conseil mène des démarches participatives et interactives pour élaborer un diagnostic partagé de la situation, évaluer la situation budgétaire des projets, repérer des opportunités, partager des expériences, mettre des acteurs en relation, proposer des solutions, rendre les actions plus visibles...

Les adhésions d'Inédit Conseil :



Le gérant de la société et le consultant en charge des études



Les missions sont assurées par le consultant senior Jacques Parent qui a créé la société Inédit Conseil en 2002. Après des études en action sociale, il a suivi un cursus Hautes Études en Développement Durable en formation continue à l'Université de Valenciennes Hainaut Cambrésis.

Dès sa création en 2002, la société a accompagné des projets d'économie sociale et solidaire et a participé à la construction d'Agendas 21 locaux. De 2003 à 2008, Inédit Conseil a participé à la définition des contenus de Cité Environnement, la rencontre des acteurs du développement durable qui se déroulait chaque année à Lille Grand Palais. Sujets abordés : réchauffement climatique, biodiversité, emplois & environnement, éco-conception... Cette manifestation était co-financée par la Région, les Départements Nord et Pas-de-Calais, la DREAL, l'ADEME, des acteurs de l'économie sociale et solidaire...

Président-fondateur en 1982 d'une association de jeunesse et d'éducation populaire, il a été Président du groupe IDÉES en Flandre-Lys, un ensemblier associatif comprenant un centre social, une association intermédiaire, une entreprise d'insertion, un chantier d'insertion, un club Cigales...

De 2008 à 2015, Jacques Parent a eu des responsabilités d'élu : Maire de Merville & Conseiller général du Nord délégué à l'économie sociale et solidaire, Vice-Président de la Communauté de Communes Flandre Lys en charge du développement durable. Ses activités professionnelles ont alors été mises en veille.

Entre 2014 et 2020, Inédit Conseil a accompagné des projets relevant de l'alimentation durable et de la consommation responsable. Elle a aussi apporté un soutien technique à plusieurs collectivités qui ont souhaité investir la question de la transition écologique et solidaire.

Durant toute sa carrière, Jacques Parent s'est impliqué dans les questions sociales, en essayant de concilier les préoccupations liées à la fin du monde et à la fin du mois. Il a notamment accompagné des centres sociaux, des espaces de vie sociale, des structures d'insertion par l'activité économique... qui souhaitaient combiner création d'emplois et utilité sociale.

La société Inédit Conseil recherche pour chacune de ses missions les compétences techniques nécessaires : urbaniste, expert-comptable, architecte, infographiste, webmaster, journaliste, universitaire, mais aussi des consultants spécialisés : tiers-lieu numérique, action sociale, mobilité solidaire, consommation responsable, alimentation durable...

Les coûts d'intervention

Pour mener à bien une mission, une méthodologie d'intervention est proposée avec un nombre de demi-journées-conseil, au tarif unitaire de 400 € HT, comprenant les différents coûts de structure : intervenants, secrétariat, recherches, déplacements... À titre d'information, le DLA accorde des journées-conseil à 1000 € TTC.

UN APPUI À LA COMMUNICATION

Avec Studio Lys Com et son partenaire Bat&Co, la société Inédit Conseil aide ses clients à se doter d'outils permettant de rendre leurs activités plus lisibles et plus visibles : logo, print, signalétique, web, vidéo...



Jacques Parent

10 rue des Lilas 59660 Merville

63 ans - Marié - 3 enfants

Études & diplômes

- Bac D Lycée Paul Hazard d'Armentières
- Deug Enseignement 1^{er} degré Ecole Normale de Douai
- DUT Carrières Sociales à l'Université Lille
- DEFA avec la Fédération Nationale Léo Lagrange Paris
- Cursus Hautes Etudes en Développement Durable UVHC

Expériences Professionnelles

- 1981 à 1985 Élève instituteur et instituteur remplaçant
- 1986 à 1988 Éducateur spécialisé dans un club de prévention à Hem-Roubaix (Conseil Général)
- 1989 à 1991 Animateur à l'Office Municipal d'Animation et de la Culture d'Armentières
- 1991 à 2001 Directeur du Centre Social Salengro d'Armentières
Chargé de mission à la Fédération Nationale Léo Lagrange
 - cadre au siège régional en 91 et 92 sur les questions d'insertion (RMI)
 - chargé de l'insertion par l'économique au siège national
 - cadre mis à disposition d'élus de 1996 à 2001
- 1997 à 1998 Assistant parlementaire à temps partiel
- Depuis 2002 Consultant au sein de la société Inédit Conseil

Responsabilités associatives

- En 1982 Président-fondateur de l'association "Sac au Dos" reconnue de jeunesse et d'éducation populaire, agréée "Centre Social" par la Caisse d'Allocations Familiales d'Armentières en 1990
- En 1987 Président-fondateur de l'Association Intermédiaire Relais Emploi Merville et Environs (AIREME)
- En 1991 Vice-Président fondateur de l'association d'insertion agissant dans l'environnement "Les Ateliers Verts"
- En 1999 Vice-Président fondateur de l'Entreprise Temporaire d'Intérim d'Insertion (ETTI) Flandre-Lys
- De 1989 à 2008 Responsable de la publication du journal associatif mensuel "Le Colporteur"
- De 1989 à 2008 Président de l'union d'associations IDEES (Initiatives pour le Développement Économique Et Social)

Responsabilités politiques

- De 2008 à 2014 Maire de Merville et vice-Président de la Communauté de Communes Flandre Lys en charge du développement durable
- De 2008 à 2015 Conseiller Général du Nord délégué à l'économie sociale et solidaire

Les constats et les partis pris de la société

Une démarche participative et une volonté de coopération

Inédit Conseil propose de répondre aux besoins de façon participative, en associant les élus et en consultant toutes les parties prenantes : partenaires, prescripteurs, financeurs...

Le rôle du consultant en charge de la mission n'est pas d'apporter un plan "clés en main" ni des réponses toutes faites. Sa démarche : faire partager son expérience d'accompagnement de porteurs de projets pour qu'émergent des scénarios construits collectivement.

Son approche est basée sur la collaboration au plus près des acteurs et du maître d'ouvrage avec une démarche d'écoute des attentes. Pour cela, différentes techniques d'animation sont utilisées : des entretiens semi-directifs, des séances de brainstorming, des comités de pilotage... Le processus de participation est facilité par des techniques d'animation interactives, par exemple la méthode World Café.

Une approche dynamique de l'Économie Sociale et Solidaire

L'ESS n'est pas seulement une économie de réparation ou de traitement social du chômage. C'est un pôle important de l'économie plurielle qui permet d'entreprendre autrement, «*pour autre chose que de faire des bénéfices*».

Ce tiers-secteur est régi par des règles et des principes : un homme = une voix, un ancrage territorial (emplois non-délocalisables), une lucrativité encadrée, le respect de l'environnement... Il se démarque totalement du secteur privé où le pouvoir appartient à ceux qui détiennent le capital de la société. Néanmoins la loi ESS de 2014 permet à des sociétés commerciales de solliciter un agrément ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale) et de faire partie de l'ESS.

L'ESS est source d'innovation et créatrices d'activités et d'emplois. Plus de 2 millions de personnes, soit quelque 10 % des actifs travaillent dans une association, une coopérative, une mutuelle ou une fondation.

Un cadrage de l'étude et un suivi régulier des travaux

Avant toute intervention, un premier temps de travail est nécessaire avec l'association et l'opérateur DLA, afin de bien délimiter le champ de l'étude, de valider et ajuster si besoin la méthodologie proposée.

Pour garantir l'adaptation de la méthode en continu, la société propose un suivi régulier des travaux dans le cadre d'un comité de pilotage dont la composition est définie avec le maître d'ouvrage.



Réalisation d'un guide de l'éco-citoyenneté pour la ville de Carvin (62).

Notre approche de l'économie sociale et solidaire

Les politiques de développement économique territorial opposent encore trop souvent les entreprises à but lucratif, qui constitueraient au fond la "vraie économie" et l'économie sociale et solidaire (ESS), réduite à un ensemble d'activités subventionnées dédiées à la réparation sociale. Certains détracteurs de l'ESS parlent d'activités sous perfusion, comme si les entreprises de capitaux et les banques n'avaient aucune aide publique !

Refusons cette fausse accusation : « *Votre structure ESS vit sous perfusion !* ».

Au-delà de la diversité des modèles d'activités des organisations de l'ESS, cette vision est profondément simpliste : elle tend à considérer les entreprises du secteur marchand lucratif comme seules créatrices de richesses, tandis que tout ce qui relève du "social" serait par nature un coût, financé par des prélèvements obligatoires de nature à freiner la dynamique de la "vraie économie".

Cette vision est erronée parce que l'économie ne fonctionne jamais hors sol. Elle est toujours encadrée dans la société. L'essentiel du "social", des dépenses "socialisées", consiste en effet à produire des biens collectifs tels que l'éducation, la santé, la formation, la sécurité des biens et des personnes, les infrastructures ou la préservation des écosystèmes. Autant de ressources sans lesquelles la "vraie économie" ne peut pas fonctionner !

Mais l'erreur majeure que porte cette vision tient à la conception restrictive de la richesse qu'elle véhicule. Pour l'économie dominante, la richesse, c'est ce qui fait croître le Produit Intérieur Brut (PIB), c'est ce qui engendre de la croissance.

Il est aujourd'hui nécessaire de développer d'autres voies pour le bien-être individuel et collectif. Nous avons besoin d'autres indicateurs de richesse que la seule croissance du PIB : sa croissance indéfinie n'est désormais ni possible pour des raisons économiques, ni souhaitable pour des raisons écologiques. Évaluer autrement les performances de notre système économique est une exigence d'autant plus grande que l'amélioration de notre bien-être est aujourd'hui de plus en plus déconnectée du PIB.

Ce dernier ne dit rien des inégalités et de leurs effets sur l'orientation prise par le système productif. De fait, est considéré comme une richesse tout bien et service qui trouve quelqu'un pour l'acheter. Or, la distribution très inégale des revenus aboutit au fait qu'une part significative de l'activité économique est dédiée à la production de biens et de services ostentatoires, alors même qu'une part tout aussi significative de la population n'accède pas aux biens et services nécessaires pour vivre dignement.

Tout aussi problématique est le fait que le PIB ne prend pas en compte les atteintes à l'environnement qu'engendrent les activités économiques. Résultat, le PIB peut croître pendant que l'activité économique détruit les écosystèmes et la biodiversité qui sont la base même de la vie.

Il est donc temps d'arrêter de se focaliser sur la seule croissance du PIB et de commencer au contraire à compter ce qui compte vraiment. L'enjeu, à partir d'un territoire, est d'évaluer si l'activité économique qui s'y déploie permet à chacun de se nourrir sainement, de se loger décemment, d'accéder à l'éducation et aux soins de santé, d'être mobile, d'accéder à la culture, au sport et aux loisirs... L'enjeu est également d'évaluer si cette production est réalisée de manière soutenable et en associant aux décisions qui les concernent les habitants du territoire.



L'économie sociale et solidaire, sur ces bases, apporte une partie de la réponse. Issue d'initiatives citoyennes, elle propose des biens et services définis par ses associés, adhérents, usagers qui répondent d'abord aux besoins essentiels. Ces biens et services ne perdent pas de valeur quand tout le monde en bénéficie et créent même parfois plus de valeur du fait des externalités positives qui en résultent : éducation, santé, services d'assurance...

Cette économie fait sens, ce qui lui permet d'ailleurs de mobiliser des millions de bénévoles, un apport, là encore, non comptabilisé dans le PIB, alors qu'il contribue de manière significative à notre bien-être.

L'économie sociale et solidaire trouve son équilibre en mobilisant trois types de ressources :

- du non-marchand : subventions dans le cadre de missions d'intérêt général
- du marchand : ventes de produits et services (recettes issues de la commercialisation)
- du non-monétaire : apports des bénévoles (bénévolat valorisé)

Transformer notre modèle économique, afin qu'il réponde aux besoins humains de manière soutenable, en donnant la priorité aux personnes et à l'emploi, en donnant toute sa place aux territoires, en développant des formes de gouvernance associant les parties prenantes, en innovant socialement dans la façon de satisfaire les besoins sociaux, est un projet porté par la composante la plus dynamique de l'économie sociale et solidaire.

Elle apporte en effet de nouvelles réponses aux questions :

- À quoi doit servir l'économie ?
- Pourquoi et comment travaillons-nous ?
- Comment articuler qualité de vie, respect des limites écologiques de la planète et progrès économique ?

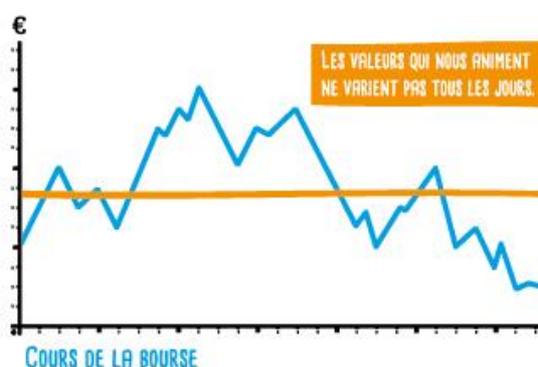
Elle réfléchit à la meilleure façon d'articuler finalités et mode d'organisation de l'activité économique sur les territoires, sans sortir d'une économie ouverte, mais en replaçant l'humain au centre des besoins.

L'ESS joue un rôle majeur dans tous les services liés à l'économie résidentielle (éducation, soins de santé, culture, sport, loisirs, aide à domicile, petite enfance, gestion des déchets et recyclage, entretien de l'environnement et de la voirie, sécurité, artisanat du bâtiment) ou à l'économie présente (en y ajoutant les activités liées au tourisme) et avec eux dans l'ensemble des services et productions de proximité, activités agricoles et artisanales, production d'énergies renouvelables et décentralisées.

Toutes ces activités pèsent aujourd'hui d'un poids déterminant dans l'emploi, surtout si on y ajoute encore les services aux entreprises et PME industrielles opérant sur des marchés de proximité.

L'ESS est donc au cœur des nouvelles politiques de développement local fondées sur de nouvelles formes de coopération entre acteurs (acteurs publics, organisations de l'ESS et sociétés de capitaux liés au territoire) qui peuvent redonner du sens à notre vie collective et réconcilier les populations avec l'économie.

Pour développer de nouvelles activités doivent être encouragées de nouvelles formes de réponse aux besoins qui s'appuient sur la mobilisation des ressources locales (épargne, bénévolat, réciprocité).



Les références de la société Inédit Conseil

Inédit Conseil est une société généraliste dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Elle intervient dans la mobilité sociale, la consommation responsable, l'alimentation durable, le réemploi et le recyclage ou encore l'éducation à l'environnement. Elle accompagne en particulier des structures relevant de l'insertion par l'activité économique, mais aussi des collectivités et des entreprises.

MISSIONS DE 2002 A 2008

- > Inédit Conseil a participé à l'émergence d'Agendas 21 locaux pour les communes et les intercommunalités.
- > La société a co-organisé "Cité Environnement", la rencontre des acteurs du développement durable, qui s'est tenue durant 6 ans en décembre à Lille Grand-Palais.
- > La société a réalisé en 2004 pour la Chambre Régionale de l'Économie Sociale le premier guide pratique des fondations agissant dans le champ de l'environnement, la solidarité, de l'insertion, l'emploi...
- > En tant que consultant de la société "Inédit conseil", Jacques Parent a participé en 2005 et 2006 au Master Gestion de projet - Option économie sociale et solidaire de l'Université Littoral Côte d'Opale à Dunkerque.

De 2008 à 2014, durant ses mandats d'élu local, Jacques Parent a mis ses compétences et ses réseaux de consultant au service de la commune de Merville et des associations. Plusieurs réalisations à son actif :

- la mise en œuvre d'un Agenda 21 local,
- des programmes "Corridors boisés & zones humides",
- des semaines du Développement Durable avec Hubert Reeves
- des mois de l'économie sociale et solidaire avec Albert Jacquard et Hubert Reeves,
- le label "Merville, territoire de commerce équitable",
- 20% de repas bio dans les cantines scolaires
- l'éco-quartier du cœur de ville & PLU durable,
- la requalification de friches industrielles avec Établissement Public Foncier (EPF),
- l'animation d'un groupe "Développement Social Local",
- la création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD),
- le classement de Merville en B2 (logement social),
- l'obtention du classement AFR (développement industriel)...

> Semaine du développement durable

- En 2012, avec l'astrophysicien Hubert Reeves : visites de terrain, expositions des activités des acteurs et rencontre biodiversité avec le Président de l'association Humanisme & Biodiversité.
- En 2013, avec le philosophe Albert Jacquard : visites de terrain, expositions des activités des acteurs locaux de l'insertion par l'activité économique.

Missions financées par la ville de Merville et la CCFL



MISSIONS TRANSITION ÉCOLOGIQUE MENÉES DEPUIS 2014

> Rencontre biodiversité de Lestrem Nature

Organisation d'une journée de la biodiversité pour Lestrem Nature dans le cadre des corridors biologiques créés par l'association sur le Bas-Pays d'Artois : confrontation des points de vue sur le génie végétal et la réduction des phytosanitaires entre associatifs, élus, agriculteurs, chercheurs...

Mission financée par Artois Com, la Région, la Chambre d'agriculture, le Département 62

> Plan de développement de la LPO 62

Face à la suppression des subventions de la Région, Pas-de-Calais Actif a lancé un DLA pour rechercher des nouveaux financements. L'association a notamment pu obtenir des prestations dans le cadre du volet biodiversité du programme Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte.

Mission financée par un DLA Pas-de-Calais Actif



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
PAS-DE-CALAIS



> Plan de développement du CENH

Propositions de nouvelles orientations d'éducation à l'environnement pour le Centre d'Éducation Nature du Houtland, association basée à Wormhout.

Mission financée par un DLA Nord Actif

> Plan de développement de Kalia Écoconstruction

Appui technique à Fabien Jouan en Aveyron pour structurer sa société en écoconstruction et accompagner son projet de commercialisation de plantes aromatiques bio «Les jardins de Jammes».

Mission financée par le porteur de projet

> Propositions en faveur de l'agriculture biologique

Propositions dans le cadre de la DSP Eau de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin (CALL), en lien avec l'écopôle alimentaire de la région d'Audruicq, du GABNOR et de Terres de Lien.

Mission financée par le groupe Suez Environnement qui répondait à la DSP Eau

> Plan de développement du maraîchage bio de l'association RéAgir de Lestrem.

Mise en relation avec un agriculteur bio qui prend sa retraite.

Mission financée par un DLA Pas-de-Calais Actif

MISSIONS MOBILITÉ SOCIALE ET SOLIDAIRE MENÉES DEPUIS 2014

> Dans le cadre d'un DLA collectif, Inédit Conseil a étudié en 2015 les coopérations possibles entre les garages solidaires du Nord et du Pas-de-Calais et la faisabilité de créer un groupement.

Mission financée par Nord Actif et Pas-de-Calais Actif

> La société Inédit Conseil a étudié en 2016 le modèle économique du garage social de l'association Avenir Insertion comprenant 12 ACI dont un atelier de mécanique à Bellerive-sur-Allier.

Mission financée par Auvergne Active

> Sur 2015 et 2016, Inédit Conseil a travaillé sur le plan de développement en cœur d'Ostrevent (59) de l'association Écaillon Solidarité Insertion comportant un garage solidaire. Des pistes ont été élaborées, dont un plan de communication (logo, document de présentation).

Mission financée par Pas-de-Calais Actif

> Inédit Conseil a accompagné en 2016 la création d'un garage solidaire à Calvi en Corse sous forme d'ACI dans le cadre d'un pôle d'activités d'économie sociale et solidaire. Une mission ACESS lui a été confiée en 2017 pour l'accompagnement d'un porteur de projet dans le but de créer un garage solidaire en QPV sur Bastia.

Mission financée par Corse Active

> À la demande de Philippe Frémeaux, éditorialiste à Alternatives Économiques, Inédit Conseil a animé en 2016 à Dijon un atelier sur la mobilité sociale, avec le directeur du garage solidaire du Hainaut et le directeur général de la SCIC Le Havre Mobilité, labellisée PTCE.

Participation bénévole



> À la demande de Christiane Bouchart, adjointe au maire de Lille, Présidente du RTES, Inédit conseil a animé un atelier sur les garages solidaires le 14 mars 2017 en mairie de Lille.

Participation bénévole

> Inédit Conseil a accompagné le projet AutoJob : un véhicule électrique sans permis pour pouvoir se déplacer et travailler en milieu rural.

Mission financée par l'association intermédiaire INTERIA

> En 2016, la ville d'Isbergues a confié à Inédit Conseil la mise en place d'un centre social qui a été agréé par la CAF du Pas-de-Calais. Au regard des besoins liés à la mobilité, la société a animé une réunion d'information et de concertation sur la mobilité sociale.

Mission financée par la ville d'Isbergues, la CAF et la MSA

> Dans la continuité de cette mission, un DLA a été accordé en mai 2017 à la MJEP pour étudier la possibilité de créer des services dans le cadre d'une plateforme de mobilité emploi-formation dont un garage solidaire.

Mission financée par Pas-de-Calais Actif

> Un dispositif ACESS a été accordé en juin 2017 pour l'accompagnement d'un porteur de projet et la création d'un garage solidaire sur Bastia dans le cadre d'une plateforme de mobilité.

Mission financée par Corse Active

> Une convention de partenariat a été signée en décembre 2017 entre les villes de Lillers et d'Isbergues pour faire émerger des services de mobilité.

Mission financée par les villes de Lillers et Isbergues

> De juin à novembre 2017, Inédit Conseil a accompagné un garage solidaire en Aveyron dans le cadre d'un DLA et l'a aidé à conclure un partenariat.

Mission financée par l'Université Rurale Quercy Rouergue

> Pour faire émerger un garage solidaire sur l'agglomération du Beauvaisis dans le cadre d'une plateforme de mobilité, un fonds de confiance a été accordé par France Active en 2018.

Mission financée par l'association Synergie Active

> En 2021, dans le cadre d'un Plan Local de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire demandé par la CAHC, la société Inédit Conseil lui a proposé de confier la gestion d'un garage solidaire à l'AFÉJI Hauts-de-France.

Mission financée par la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin

> Étude de faisabilité d'un garage solidaire sur Mulhouse et Colmar pour l'association Aléos.

Mission financée par France Active Alsace et l'association Aléos

MISSIONS 2018, 2019, 2020, 2021 & 2022 (LISTE NON EXHAUSTIVE)

> Plan de consolidation de l'association Épicerie solidaire de la Lys basée à Halluin : analyse de la situation, recherche de financements publics et privés, plan de communication...

Mission financée par l'épicerie solidaire de la Lys

> Accompagnement de l'auto-école sociale Aiguillage pour se doter d'une plateforme de mobilité.

Mission DLA financée par Initiative 95

> Réalisation d'une vidéo pour l'action Auto-Job et valorisation des fondations : Macif et Norauto.

Mission DLA financée par l'association intermédiaire INTERIA

> Accompagnement de la ville d'Houdain dans la réalisation de son diagnostic Jeunesse : enquête de terrain, mobilisation des partenaires, définition des actions...

Mission financée par la ville sur fonds CAF du Pas-de-Calais

> Appui technique à la mise en place d'un garage solidaire sur le Beauvais dans le cadre d'un fonds de confiance accordée par France Active à la Maison de l'Économie Solidaire du Pays de Bray.

Mission financée par la Maison de l'Économie Solidaire du Pays de Bray

> Organisation d'une conférence-débat animée par Philippe Frémeaux d'Alternatives Économiques sur le thème de la lutte contre la fracture numérique et la mise en œuvre d'un numérique solidaire pour le Conseil de Développement de l'agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane avec une présentation de l'expérience «Les Centres Sociaux Connectés».

Mission financée par la CABBALR



> Appui technique à la création d'un atelier de mobilité pour l'association Espoir-Avenir basée à Escautpont dans le cadre d'un appel à projet du département du Nord.

Mission financée par Espoir-Avenir

> Accompagnement de la MJEP d'Isbergues dans ses priorités de Centre Social, en particulier un espace numérique solidaire, un vestiaire solidaire, des jardins solidaires et une épicerie solidaire.

Mission financée par la MJEP

> Étude de faisabilité d'une activité supplémentaire de tri et de collecte des biodéchets au sein de l'association d'insertion Réciprocité de Nancy.

Mission DLA financée par Lorraine Active

> Préfiguration d'une régie de quartier sur Denain.

Mission financée par le CCAS de Denain

> Pour les 20 ans du Centre d'Éducation Nature du Houtland : Réalisation d'un livret de témoignages et d'une brochure décrivant ses activités.

Mission financée par le CENH et ses partenaires

Les journées de l'économie autrement

**Alternatives
Economiques**

> À la demande de Philippe Frémeaux, éditorialiste au magazine Alternatives Économiques, Inédit Conseil a animé en novembre 2019 à Dijon avec GECCO et le RTES un atelier sur la valorisation des biodéchets.

Participation bénévole

> Organisation d'une conférence-débat sur le tri et la valorisation des biodéchets le 5 avril à Nancy dans le but de répondre à un Appel à Manifestation d'Intérêt Initiatives Territoriales lancé par la Région Grand Est.

Mission financée par l'association Réciprocité

> Étude de faisabilité sur la commune de Verquin d'un service communautaire permettant de lutter contre la fracture numérique. Remise au maire d'un rapport intitulé «Verquin Numérique Solidaire».

Mission financée par la ville de Verquin

> Organisation d'ateliers citoyens pour actualiser la charte de la citoyenneté de la ville de Carvin sous l'égide du Conseil Économique Social et Environnemental Communal (CESEC).

Mission financée par la ville de Carvin

> Aide au développement d'Espoir-Avenir de son activité d'éco-pâturage : convention avec la ville de Denain et son CCAS, mobilisation de fondations...

Mission financée par Espoir-Avenir sur fonds du CCAS



> Accompagnement du garage solidaire de l'association ASPIRE de Saumur, et développement des services de mobilité dans le cadre d'une demande de FDI.

Mission DLA financée par France Active Pays de Loire

> Aide au développement des activités des Jardins de Cocagne des Hauts de Flandre gérés par l'Aféji Hauts-de-France : attribution d'un FDI Recherche et Communication.

Mission financée par l'Aféji via un FDI

> Aide à la mise en place d'un Plan Local de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire (PLDESS) de la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin. Collaboration avec Michel Abhervé, Membre du Labo de l'ESS et animateur d'un blog Emploi-Insertion au sein de la coopérative Alternatives Économiques.

Mission financée par la CAHC

> Accompagnement de l'association Loisirs & Culture basée dans l'Aisne à Laon, Chauny et La Fère : modèle socio-économique de son centre social et de ses espaces de vie sociale.

Mission financée par le DLA 02 – IRIAE

> Accompagnement du restaurant d'insertion L'Escabelle de Tomblaine pour la création d'un atelier d'insertion en maraîchage biologique. Appui technique de l'Université de Lorraine.

Mission financée par L'Escabelle via un FDI

> Aide à l'ouverture d'un troisième magasin d'insertion pour l'Association pour la Rencontre et l'Insertion par le Travail (ARiT) basée à Saint-Dizier et Joinville en Haute-Marne.

Mission financée par le DLA 52 – Ligue de l'Enseignement de la Haute-Marne

> Appui technique à l'implantation d'un garage solidaire sur Courrières géré par l'Aféji Hauts-de-France.

Mission financée par la CAHC

> Appui technique à la création d'un Centre Social sur Courrières en lien avec Fédération des Centres Sociaux.

Mission financée par le CCAS de Courrières

> Aide à l'obtention d'un FDI par l'Association pour un Développement Durable et Solidaire (ADDS).

Mission financée par ADDS de Montigny-en-Gohelle

> Accompagnement de l'Association pour un Développement Durable et Solidaire (ADDS) pour l'obtention d'un label PTCE issu de la loi ESS de juillet 2014.

Mission financée par ADDS de Montigny-en-Gohelle

> Accompagnement du tiers-lieu de Carvin en collaboration avec Philippe Vaesken, Maître de conférence à l'IAE de Lille et consultant, dans le cadre d'un appui de la CAHC.

Mission financée par la ville de Carvin

> Aide au développement de l'association Rencontres & Loisirs : Espace de Vie Sociale et épicerie solidaire.

Mission financée par le DLA Pas-de-Calais Actif



PAGES SUIVANTES : DES PRESTATIONS SPÉCIFIQUES



UN PLAN D' ACTIONS POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Le 15 juillet dernier, lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a présenté les grandes lignes de son plan de relance pour les collectivités. Il a annoncé d'ici fin 2021 la mise en œuvre de contrats de développement écologiques visant à mesurer les efforts et les avancées écologiques des territoires, autour d'indicateurs clairs et précis.

Les collectivités locales pourront s'engager davantage dans des actions concrètes : la promotion du tri sélectif, la création de pistes cyclables, le développement de fonciers en agriculture biologique, la lutte contre l'artificialisation des sols, l'intensification du nettoyage des rivières, mais aussi les économies d'eau et d'éclairage public ou encore le nombre de toits photovoltaïques posés.

Votre commune souhaite anticiper ce contrat et être force de proposition.

Inédit Conseil vous propose un plan d'actions en quatre phases :

- 1- Un diagnostic partagé de la situation avec pour objectifs de repérer les actions existantes, les idées, les personnes-ressources, les acteurs potentiels... et d'analyser les éléments recueillis.
- 2- Un échange dynamique avec les personnes-ressources et les acteurs potentiels repérés pour déterminer ce qui pourrait être entrepris par la collectivité.
- 3- Des préconisations et un plan d'actions en concertation avec votre intercommunalité.
- 4- Un suivi du plan d'actions en lien avec l'intercommunalité, l'État, la Région, le Département...

Un contrat de développement écologique n'est pas seulement une somme d'actions, il doit être aussi un plan cohérent construit collectivement et planifié.

En s'appuyant sur les acteurs locaux (élus, associations, citoyens...), la société Inédit Conseil propose la méthode des petits pas, c'est-à-dire de contractualiser phase par phase en fonction des résultats obtenus.

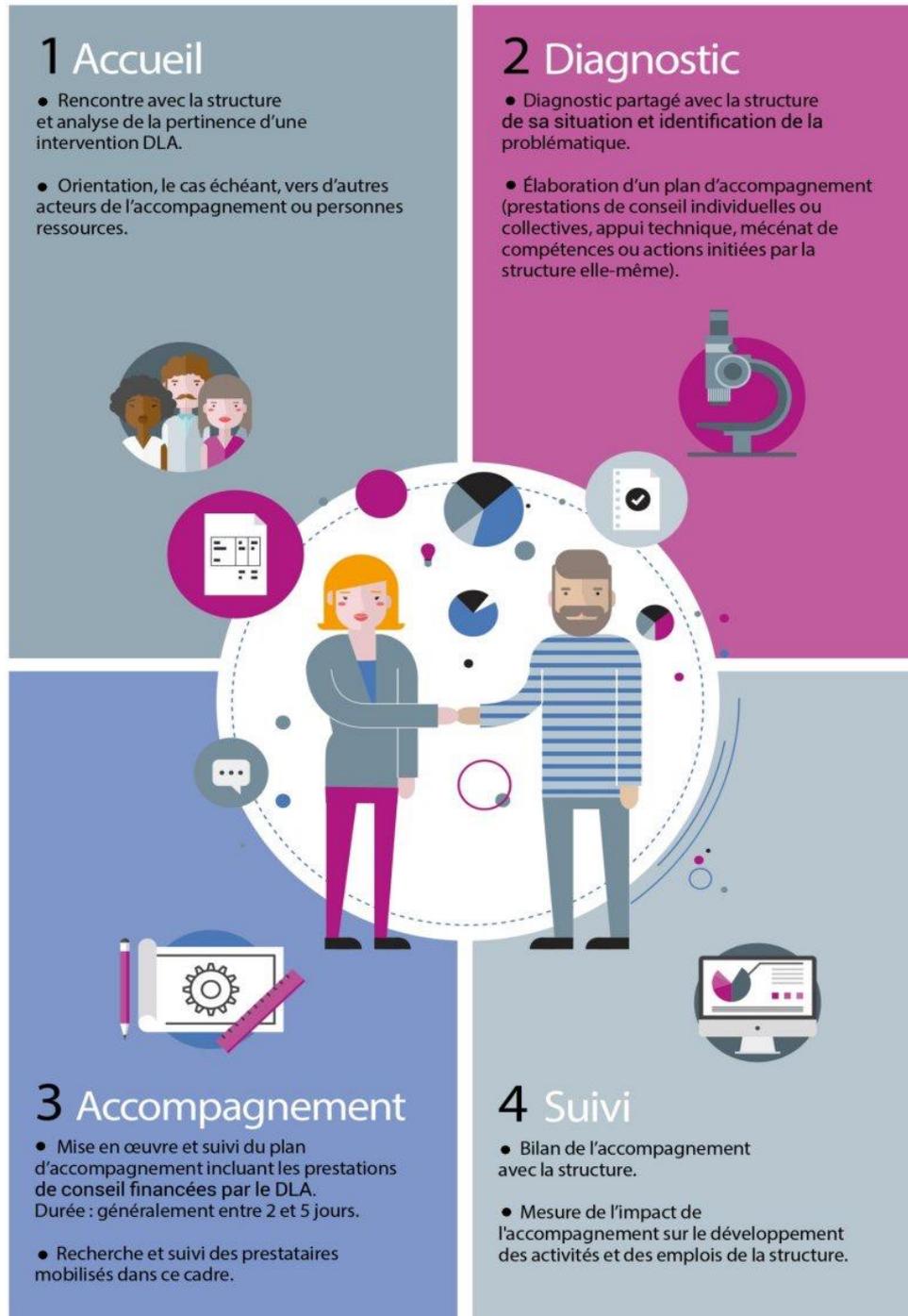
Si le sujet et la démarche vous intéressent, n'hésitez pas à nous contacter.



Contact : Jacques PARENT, Consultant & gérant de la société. Siège social : 10 rue des Lilas 59660 Merville
Tél : 06 79 82 75 74 - Mail : ineditconseil@gmail.com - Site : www.ineditconseil.com



Le Diagnostic Local d'Accompagnement s'adresse aux structures d'économie sociale et solidaire. Il est financé par l'État, la Banque des Territoires, les Régions, les Départements et les intercommunalités. Pour préserver et développer l'emploi, les gestionnaires du DLA de chaque département accordent gratuitement un consultant spécialisé après consultation.



Labellisée DLA dans le cadre d'une base de données nationale, la société Inédit Conseil répond aux consultations DLA.

Écrire ou revisiter son projet associatif



Quatre séquences proposées :

Séquence 1

Une assemblée délibérante : importance du projet associatif comme outil stratégique, différence avec un rapport d'activités, notions sur l'économie sociale et solidaire...

Séquence 2

Analyse SWOT (Forces et Faiblesses de la structure. Opportunités et Menaces de son environnement). Enjeux stratégiques et axes prioritaires à déterminer.

Séquence 3

Actions concrètes à déterminer par axe prioritaire, à l'aide de l'outil pédagogique World-Café (Répartition des participants en 4 ou 5 groupes. Une question par table. Changement de table tous les quarts d'heure. Restitution collective).

Séquence 4

Écriture et validation du projet associatif avec le groupe-projet défini lors de la séquence 1.



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.



Document imprimé sur papier recyclé avec des encres à base végétale.
Tirage limité sur une imprimante numérique. Nord Imprim. RCS RC 86 B 38.